

## La République centrafricaine : un conflit<sup>1</sup> endémique et de nouveaux acteurs

Par Khalid Chegraoui

### Résumé

Depuis son indépendance, en 1960, la République centrafricaine n'a connu presque pas de répit, à cause des différents soulèvements, rebellions, coups d'Etat et interventions étrangères. Cet Etat, conçu par le bon vouloir du système colonial, avec des frontières multiples et des richesses immenses, va concentrer l'ensemble des contradictions et points négatifs du continent africain, à savoir la mauvaise gouvernance, avec toutes ses formes et manifestations à l'extrême, et les conflits identitaires. La communauté internationale n'y est parvenue qu'à des chimères de résolution des conflits, vite mises en échec par les interventions étrangères et la gabegie des seigneurs de la guerre et des différents prétendants au pouvoir à Bangui. Ce papier se propose de retracer l'histoire tumultueuse de ce pays, essayant d'y trouver quelques clés d'explication de cette instabilité chronique, comme il tend à scruter le présent et les nouveaux acteurs de cette instabilité.

Le 24 janvier 2019, les seigneurs et chefs de guerre qui se partagent le pouvoir et les richesses de la République centrafricaine<sup>2</sup> se réunirent à Khartoum, au Soudan, pour

un huitième round / épisode de négociation, dialogue ou pourparlers, afin de trouver une solution à la situation d'instabilité chronique du pays. Déjà en 2017, sous les auspices de la communauté St. Egidio, les partenaires de guerre centrafricains se sont réunis et ont conclu un accord avec l'Etat central de la capitale Bangui, ledit accord n'a pas tenu plus de vingt-quatre heures. Comme les précédents accords, les belligérants centrafricains n'ont pas tenu leurs engagements. À supposer que, cette

1. « Un conflit politique prenant progressivement le masque d'une guerre de religions entre Chrétiens anti-balaka et Musulmans de l'ex-Séléka » [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/25/a-khartoum-la-centrafricaine-se-cherche-un-chemin-vers-la-paix\\_5414396\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/01/25/a-khartoum-la-centrafricaine-se-cherche-un-chemin-vers-la-paix_5414396_3212.html)

2. Mohammed Loulichki. La République centrafricaine : Entre les pesanteurs du passé et les incertitudes de l'avenir, in Dialogues Stratégiques, HEC Paris & OCP Policy Center Rabat, Volume V, pp 187- 201

fois, et sous l'égide de l'organisation de l'Union africaine (UA) et d'autres partenaires ; l'ONU, la Minusca<sup>3</sup>, les pays riverains et certaines capitales européennes ..., et comme il a été annoncé, le 6 février 2019, comme succès de ce nouveau round,<sup>4</sup> il se pourrait qu'il y ait une sorte d'accalmie, principalement après la mise en place d'un gouvernement inclusif et d'union nationale qui regroupe les intérêts de toutes les tendances et de tous les clans qui contrôlent l'espace<sup>5</sup>.

Le gouvernement, annoncé le 22 mars, n'a pas reçu l'aval total des belligérants, même s'il s'est efforcé d'intégrer un grand nombre de leaders et de membres des mouvements rebelles. Ceci étant, les annonces faites par l'UA et la présidence à Bangui sont porteuses de nouveaux compromis et de terrains d'entente entre les

3. « Le Conseil de sécurité a renouvelé, jusqu'au 15 novembre 2019, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), tout en le renforçant, notamment dans l'appui que la Mission fournit au processus de paix dans le pays. » <https://minusca.unmissions.org/mandat>

4. Les négociations ont été bien menées et les belligérants sont arrivés à des conclusions qui mettront fin à la guerre civile, sans plus de détails sur les modalités de l'accord.

5. Ce gouvernement annoncé après des pourparlers de mars 2019, sous l'égide du Commissariat Paix et Sécurité de l'Union africaine, avec l'appui des Nations unies et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), annonce la complexité de l'exercice, après le refus, par une partie des quatorze groupes, de certaines nominations, l'intervention de l'ambassadeur Smaïl Chergui commissaire UA du CPS et de Mr Mankeur Ndiaye représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Ambassadeur Adolphe Nahayo Représentant du Secrétaire général de la CEEAC, a largement été vu comme un retour en arrière et comme un fait d'avoir cédé aux exigences personnelles des seigneurs de la guerre qui cherchaient plus à occuper des postes et garantir leurs intérêts que ceux en fonction de la paix et de l'accord de Khartoum.

« A l'invitation de la Commission de l'Union africaine, avec l'appui des Nations unies et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), les signataires de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) se sont réunis au siège de la Commission à Addis-Abeba, Ethiopie, du 18 au 20 mars 2019, sous la facilitation de l'Union africaine, dans le but d'évaluer la mise en œuvre de l'Accord, un peu plus d'un mois après sa signature. Au terme de ces soixante-douze heures de consultations, un consensus a été trouvé, notamment sur le renforcement du caractère inclusif du Gouvernement. Les consultations se sont déroulées dans un esprit d'ouverture et de fraternité. L'Union africaine, les Nations unies et la CEEAC soulignent leur plein appui au nouveau Gouvernement inclusif et s'attendent à sa concrétisation rapide. Elles exhortent vivement les parties prenantes à se consacrer désormais à la mise en œuvre intégrale de l'APPR-RCA, afin de répondre urgemment aux préoccupations essentielles de toutes les Centrafricaines et de tous les Centrafricains, notamment celles relatives au retour de la sécurité, à travers le DDRR et la reconstruction par la mise en œuvre du Plan de relèvement et de la consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA). »

<http://www.peaceau.org/uploads/ua-un-ceeac-communique-conjoint-20-mars-2019-.pdf>

<http://www.rfi.fr/afrique/20190320-accord-paix-rca-signataires-s-accordent-nouveau-gouvernement>.

Centrafricains.<sup>6</sup> Surtout que la Russie a, cette fois, joué de son influence, aussi, après des efforts déployés par les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Union africaine lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, en 2018, afin que tous les groupes belligérants soient présents à Khartoum.<sup>7</sup> Mais, aucune issue sérieuse à cette crise n'a pu être concrétisée sur le terrain, jusqu'à présent. Le processus de paix et de réconciliation peine à démarrer. Le blocage reste de rigueur.

Les quatorze groupes rebelles qui contrôlent globalement 80 % du territoire de la République centrafricaine étaient présents à Khartoum. Avec leurs différents agendas et alliances nationales et extranationales, surtout avec les pays voisins, tels le Tchad, le Soudan, le Congo, la RDC et l'Uganda, ce qui explique la complexité de la situation. Et à l'issue du dernier accord, ils se sont offert des postes de responsabilité au sein des establishments existants ou, en construction, de la République centrafricaine.<sup>8</sup>

## Négociations et aspirations claniques

Le challenge pour toutes ces discussions de paix tourne autour de l'avenir des seigneurs de la guerre. Ces derniers, presque tous, lorgnent une place privilégiée au sein du gouvernement de Bangui, afin de conserver leur position de leaders de groupes, de défendre leurs intérêts économiques et de se prémunir contre toute poursuite pénale, nationale ou internationale. Mais, cette fois, sous forme de partis politiques et de groupes d'influence et leaders d'opinion locaux.

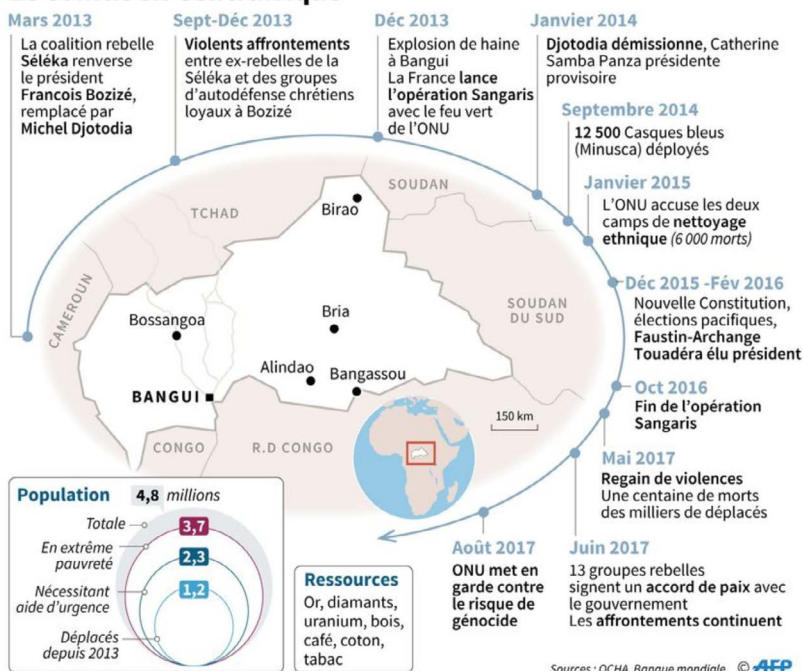
6. Les postes régaliens : l'Economie, les Finances, la Défense, les Mines, les Affaires étrangères, la Sécurité publique et la Justice sont restés aux mains de l'équipe proche du Président, les groupes rebelles se partageant le reste :

- Abdoulaye Miskine, chef rebelle du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC), ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public ;
- Amadou Bi Aliou, représentant de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), ministère de l'Elevage et de la santé animale ;
- Guismala Hamza, directeur de cabinet de Nourredine Adam et nommé ministre des Travaux publics ;
- Maxime Mokom, un des leaders des anti-balaka, est nommé ministre chargé du Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement.

7. Agenda oblige, la réunion de Khartoum coïncidait avec les manifestations d'opposition contre le régime en place, après l'augmentation des prix de certaines denrées et produits de première nécessité, ce qui pose la question d'une possible influence sur les négociations et sur la portée du rôle de Khartoum, occupée par sa situation interne.

8. Abdelhak Bassou 2018, crise centrafricaine : Ayant toujours été failli, l'Etat liquéfié, in Dialogues Stratégiques, HEC Paris & OCP Policy Center Rabat, Volume V, pp 177-186

## Le conflit en Centrafrique



Cet état d'impunité va à l'encontre de certaines aspirations populaires centrafricaines, surtout contre une véritable réconciliation et gestion humaine du conflit centrafricain, quitte à mettre en place un processus de justice transitionnelle locale et adapté.

Ainsi, les demandes autonomistes qui se font entendre par certains groupes justifient une réelle quête de continuer à contrôler les richesses du territoire occupé et, surtout, un moyen de pression lors des négociations pour plus de contrôle et plus de pouvoir ce qu'on pourra appeler un Bargaining chip.

Il est certain, aujourd'hui, que les chefs de guerre ne cherchent nullement l'instauration de la paix, du moment qu'ils ont développé des systèmes d'exploitation économique des mines et de racket de manière pérenne, ce qui les rend plus riches et plus puissants.

## Le passé qui conditionne le présent

A l'origine, la République centrafricaine est une création purement coloniale. Un projet français d'un Etat central et stratégique en Afrique où le positionnement des intérêts de la métropole aura à garantir une meilleure gestion des frontières de l'empire colonial et, surtout, postcolonial, face aux autres forces en place, principalement les Britanniques et les Belges, avec un souci pour la précédente présence allemande d'avant la

Première Guerre mondiale et qui arrive à se réimplanter en Afrique ces derniers temps. De plus, la politique coloniale française a mis en place un certain nombre de processus politiques de gestion et de manipulation, afin de parfaire le contrôle de l'administration coloniale, et de maintenir ce contrôle après l'indépendance, à travers la formule de l'indépendance dans l'interdépendance,<sup>9</sup>

9. "As regards the relations between French rule, local leadership structures and different identity groups, colonial administrators did promote and favor some ethnic groups among their Central African subjects over others, resulting in political rivalries that persisted after independence in 1960. Drawing from economically dominating populations of southern riverine, people such as the Ngbaka (Mbaka), Yakoma, and Oubanguiens (who originally served as interpreters and porters for the French), the French created an elite group, at the expense of non-riverine Central Africans yet far more numerous. It is important to note that this indigenous ruling group which then emerged, held most of political ruling positions from the independence to Patassé's election (as shown below). Non-riverine people tended to resent this situation. Language is another important legacy of the colonial rule. In the 1940's and 1950's, French Christian missionaries simplified and disseminated throughout the country as vehicular language the "Sango", originally the language of Ngbandi and Yakoma peoples from the Ubangi River region who were chosen as ruling elites as indicated. Even if Central Africans currently speak a wide variety of languages, including Baya (Gbaya), Banda, Ngbaka, Sara, Mbum, Kare, and Mandjia, Sango has become the vernacular spoken by nearly nine-tenth of the population<sup>18</sup>. Today, French and Sango are the official languages of the CAR.

Religious divide is another important legacy of the colonial era. Whilst Islam has remained dominant in the Northern part of the country, French missionaries have disseminated and popularized Christianity in the rest of the country where populations used to be animists. Today, roughly four-fifths of the population professes Christianity: Roman Catholics, Protestants/independents and a sizable minority of unaffiliated Christians constitute the majority. Muslims still constitutes the majority in the North and traditional animist elements have kept strong into faith practices."

Niagale Bagayoko, 2018, Comparative Study of Transitional Justice in Africa, Central African Republic.  
<https://www.csvr.org.za/project-reports/CAR-Case-Niagale-Bagayoko.pdf>

avec le strict minimum de reformes postcoloniales<sup>10</sup>.

Au 1er décembre 1958, fut entamé le processus d'une indépendance presque octroyée, avec la déclaration de la République centrafricaine<sup>11</sup> et une présidence, apparemment sereine, du prêtre Barthélemy Boganda (1910 – 29 mars 1959), éphémère président, imposé comme père de la nation. Ce dernier fut intégré et considéré comme presque un citoyen/sujet Français, sauf qu'il va retrouver son africanité, vu les influences des idéologies panafricanistes de son époque. Certains le considèrent même comme un leader du nationalisme en Afrique coloniale française. Même si son aura ne sera guère admise dans cette Afrique, sauf pour la République centrafricaine, où il reste, à ce jour, un personnage clé de son histoire.<sup>12</sup>

Devenu prêtre défroqué, après son choix matrimonial, il perdit ses soutiens en Occident, d'autant plus qu'il commençait à déranger les courants néocolonialistes européens, du moment qu'il était censé mener ce pays vers une politique suivant les vœux de la Métropole. Il meurt le 29 mars 1959, peu après son élection, dans un accident d'avion dont les causes n'ont jamais été élucidées. Et l'indépendance du pays fut déclarée le 13 août 1960, à quoi a suivi une série de péripéties :

Le 17 novembre 1960, David Dacko est élu nouveau président de la République par une forme d'Assemblée nationale. Le 31 décembre 1965, sera commis le premier coup d'Etat du colonel Jean-Bedel Bokassa, cousin et proche du président Dacko. Il est, aussi, proche de Bozizé, comme on lui prête le fait d'être du même village et du même groupe ethnique Ngbaka et lointain parent du père de la Nation Boganda, d'où il va tenir la réputation de pratiquant de rites et de traditions occultes. En réalité, ils sont plus du même terroir, de la même région de la Lobaye, qu'autre chose.

Le 4 décembre 1977, Bokassa fut sacré Empereur Bokassa 1er. En septembre 1979, David Dacko revient au pouvoir par le bon vouloir de la France et par un coup d'Etat

10. Voir: Mahmood Mamdani, 1998, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the legacy of late Colonialism*, Princeton University Press, Princeton, NJ.

11. Baptisée Oubangui-Chari, en 1905, la colonie a été intégrée à l'Afrique Équatoriale Française (AEF), en 1910. L'appellation République centrafricaine sera adoptée le 1er décembre 1958.

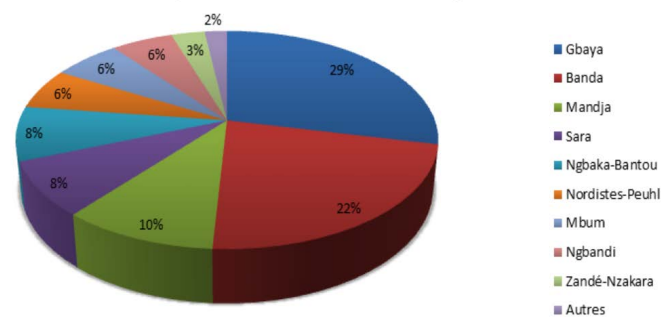
12. Prunier, Gérard, 2009, *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford, Oxford University Press.

- Le Vine, Victor T., 2004, *Politics in Francophone Africa: The States of West and Equatorial Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

organisé par la cellule France-Afrique. Le 1er septembre 1981, le général André Kolingba contraint le président David Dacko à démissionner signant, ainsi, un nouveau coup d'Etat, après plusieurs autres coups, dont celui du 3 mars 1982 d'Ange-Félix Patassé. Kolingba est confirmé par referendum président de la République en 1986.

En septembre 1993, Ange-Félix Patassé est élu président. Il sera réélu en 1999. Suivra une nouvelle tentative de coup d'Etat par André Kolingba, le 28 mai 2001. Le 15 mars 2003, le Général François Bozizé conduit un coup d'Etat et s'autoproclame président de la République et, en 2005, il est élu président de la République. Le 30 octobre 2009, retour de l'ancien président Ange-Félix Patassé en Centrafrique. Le 23 janvier 2011, François Bozizé sera réélu. Le 12 décembre 2012, la Séléka voit le jour : coalition rebelle regroupant l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement et qui demande le respect des accords de paix de 2007 et de 2011, période connue pour son instabilité chronique et par une intervention française de rigueur. Avril 2013, Michel Djotodia est proclamé président de la République. Suivront les affrontements entre les différents rebelles et qui prendront des relents ethniques et religieux<sup>13</sup>.

Groupes culturels en Centrafrique



13. Abdelhak Bassou, 2018, op.cit.

« La République Centrafricaine compte 4,7 millions d'habitants. Elle se compose d'une multitude d'ethnies (on parle de 90 groupes culturels répartis en neuf groupes) qui coexistent dans un climat relativement agité, créant inévitablement des clivages.

La population est à majorité chrétienne (51.4% de protestants et 28.9% de catholiques). L'animisme est une religion traditionnelle, qui est pratiquée par 35% des Centrafricains du pays, toutes religions confondues. Les Musulmans qui y sont installés sont pour la plupart venus du Nord (on compte dans ses rangs en majorité des Tchadiens, mais aussi des Soudanais, Libanais, Égyptiens, Sénégalais, Syriens, et des peuples locaux). Officiellement, on compterait environ 10% de Musulmans dans le pays, mais ils représenteraient en réalité 15% à 17%. Cependant, seuls 2% à 3% des Centrafricains se seraient convertis à l'Islam. Cette religion était auparavant peu présente dans le pays, mais depuis la conversion, en 1976, de l'empereur Bokassa avec le colonel Kadhafi, l'Islam est grandissant en Centrafrique. Egalement, on recense un nombre important de sectes chrétiennes sur le territoire. Jusqu'à présent, le pays n'avait jamais assisté à des conflits entre communautés chrétiennes et musulmanes »

<http://www.geolinks.fr/la-centrafrique-guerre-civile-conflit-religieux-ou-genocide/>

En relation avec cette chronologie, une question pertinente va accompagner ses instabilités. Il s'agit des multiples interventions françaises dans les conflits de la République centrafricaine.

Avec plus de 55 interventions militaires de l'Etat français en Centrafrique, depuis l'indépendance à nos jours, et une présence militaire continue, en plus des bases militaires de la Métropole dans les différents environnements africains, à se demander si cette présence n'est pas une des sources de l'instabilité chronique que connaît la Centrafrique.

En août 1960, déjà, avec la proclamation de l'indépendance, la France imposera à la République centrafricaine un accord de défense totalement voué aux intérêts de la Métropole, en liaison avec une chaîne d'accords des pays riverains ; la République démocratique du Congo et le Tchad, accord invoqué à chaque fois que la République centrafricaine demande une assistance militaire à la France.

Aussi, la France s'est toujours occupée, et seule, sauf dernièrement, de la formation et de l'entraînement des forces militaires de la République centrafricaine (FACA), en plus de la sécurité de la présidence.

En 1979, la France a déclenché l'opération Barracuda par laquelle sera déposé l'empereur Bokassa 1er, au pouvoir depuis 1966. Il sera remplacé par le revenant Président Dacko.

En 1981, la France va mettre en place un processus d'assistance opérationnelle (EFAO)<sup>14</sup>, afin d'assurer la formation des FACA. Par ailleurs, les bases de Bangui et de Bouar sont utilisées au titre du pré-positionnement régional au cœur de l'Afrique centrale, afin de faciliter des interventions éventuelles dans la région, en relation avec le positionnement stratégique français en République centrafricaine et qui explique, par ailleurs, son existence (le dispositif militaire français), et ce pour des interventions au Tchad, au Gabon, à l'ex Zaïre / République démocratique du Congo, au Rwanda et au Congo, notamment. La France sera aussi un intermédiaire et intervenant dans des affaires pseudo-internes, liées aux mutineries des FACA, quand on sait que c'est la France qui s'occupe de la gestion de ces mêmes FACA. Ces opérations seront lancées ainsi:

- Furet/Almandin : 1 en avril 1996
- Almandin : du 2 mai 1996 à juin 1997
- Almandin : du 3 juin 1997 à mars 1998

Il faut rappeler qu'entre 1997 et 1998, on remarque un certain désengagement direct des forces françaises de la République centrafricaine (opération Cigogne). Et un recentrage de cette présence dans d'autres pays africains : Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Tchad et Djibouti.

Août 1997, après les mutineries des soldats centrafricains pour retard et non-paiement des salaires, entre autres, la France verra son intervention se compliquer, en plus du coût élevé en vies humaines de ses nationaux et en matériel. Entre 1998 et 1999, Paris va changer de stratégie et cherchera à associer d'autres intervenants, en œuvrant pour la création d'une force par procuration la MISAB (Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui) et la MINURCA (Mission de maintien de la paix des Nations unies en RCA), qui va remplacer la première, et où Paris restera le pivot de l'opération.

En 2003, la France est revenue en force sur la scène centrafricaine. Après le coup d'Etat de Bozizé, et avec son accord, la France mettra en place l'opération BOALI qui servira de conseil et de soutien aux forces militaires centrafricaines en décomposition, comme elle maintiendra son appui jusqu'en 2007, période qui a connu plusieurs rebellions et guerres déclenchées principalement par l'UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement). Paris va mettre en place, aussi, la mission FOMUC Force multinationale de la CEMAC (Communauté économique et monétaire des États d'Afrique Centrale). En 2008, une européanisation des interventions en Centrafrique sera entamée dans le cadre de l'EURORECAMP-Afrique, RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix) étant un programme français qui va disparaître au profit d'EURORECAMP, et l'opération BOALI va s'intégrer dans la mission de consolidation de la paix en Centrafrique MICOPAX.<sup>15</sup>

En 2012, la République centrafricaine<sup>16</sup> n'a pas cessé de faire parler d'elle, à cause de cette instabilité chronique qui a généré, entre autres dégâts, un niveau de réfugiés

15. <https://www.defense.gouv.fr/espanol/operations/terminees/operation-boali-2002-2013/l-operation-boali>

16. En réalité, la situation en RCA n'a jamais été stable, et ce depuis l'indépendance.

14. Eléments français d'assistance opérationnelle.

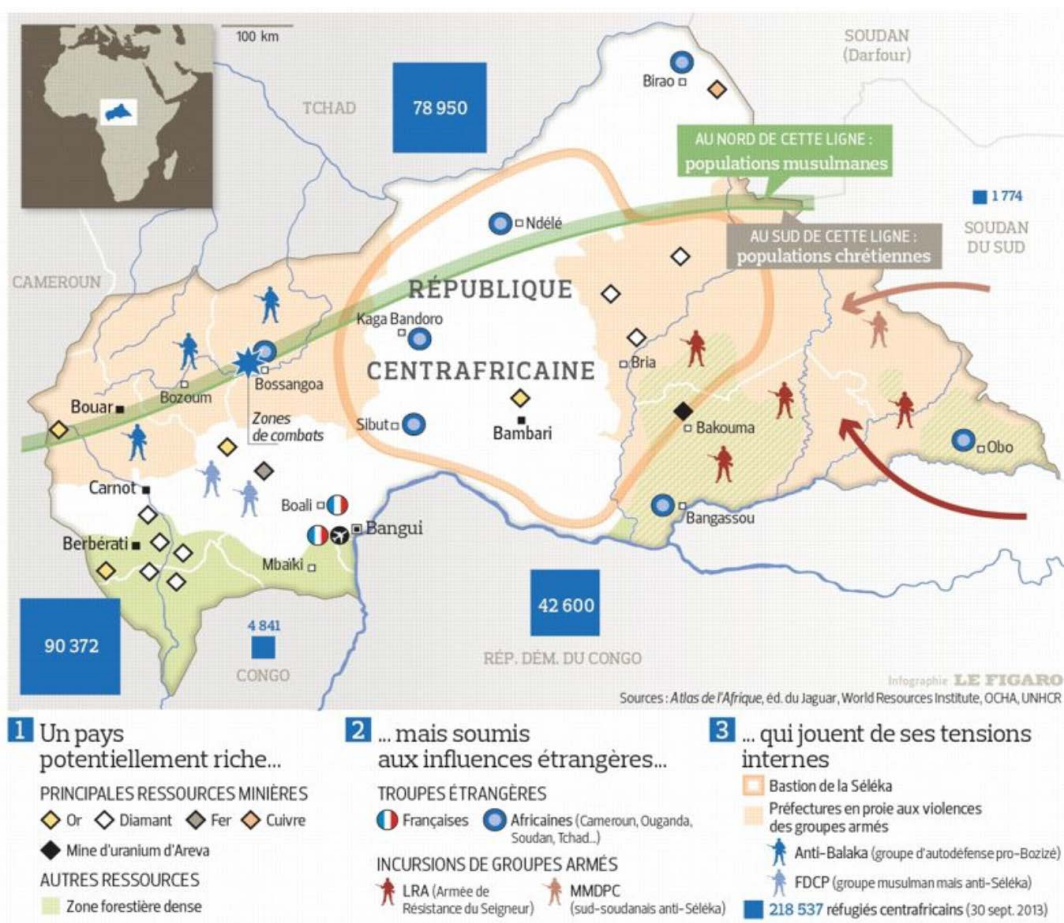
et de déplacés sans commune mesure dans le continent africain. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) a recensé plus 1.27 million dont plus de 800000 réfugiés dans les pays voisins, sur une population de 4.7 millions avec un chiffre de 1.5 millions de sous alimentés et plus de 35% de la population vivant dans l'extrême indigence, du moment que le taux de chômage avoisine les 80% de la population.

En 2013, la France va mettre en place une nouvelle opération : Sangaris qui s'est terminée en 2016 et dont le retrait a mis à nu la vulnérabilité de l'Etat central à Bangui.<sup>17</sup> D'ailleurs, ce retrait reste incompréhensible, vu les interventions complexes de nouveaux et anciens acteurs dans la scène centrafricaine et les difficultés que rencontrent la mission onusienne et le gouvernement de Bangui pour remettre l'Etat en marche.

17. <https://www.defense.gouv.fr/espanol/operations/terminees/sangaris>

En l'absence de l'Etat<sup>18</sup>, les groupes rebelles qui contrôlent la majorité du territoire (80%) continuent de se disputer les mines et les sources de richesse de la République, en plus des différentes zones de racket et lieux de passage et points de contact, et ce malgré les efforts de la communauté internationale. La situation ne fait que s'enliser. Jusqu'en 2018, l'ONU, à travers sa mission la MINUSCA, a investi presque 3.2 milliards de dollars, l'UE a déboursé plus de 200 millions de dollars pour une chimère de résolution d'un conflit, qui s'éternise à travers l'évolution de ses manifestations ethniques et religieuses, ainsi qu'à travers les différents dialogues et pourparlers avec les seigneurs de guerre et leurs listes interminables de doléances, dont les trois points culminants sont l'impunité, le partage du pouvoir politique et le contrôle des espaces économiques.

18. Beaucoup d'analystes utilisent le qualificatif failli, traduit du concept anglo-américain Failed state, et qui désigne précisément une situation d'Etat en déliquescence qui n'arrive pas à assumer ses fonctions régaliennes. Voir <https://www.britannica.com/topic/failed-state>  
 Seulement l'usage de ce concept renvoie, aussi, à des situations d'interventions étrangères, principalement occidentales, sous l'égide des USA, à en faire une théorie / leitmotiv, et, par la suite, un justificatif qui va conditionner et légitimer l'intervention vers le remplacement du model dit failli par un autre en perpétuelle construction et aussi failli que le premier.  
 Daron Acemoglu & James A. Robinson, 2012, Why Nations Fail, Crown Publishers, New York.



Cet engrenage s'explique, aussi, par les différents agendas internationaux en place, endogènes et exogènes à l'Afrique. De même qu'il s'explique par les intérêts communautaires qui prennent des relents religieux et ethniques qui, en réalité, sont la résultante d'un système de kleptocratie et de prédation, national et de l'international, sachant que les pays frontaliers, à travers certaines affinités et relations claniques et communautaires<sup>19</sup>, participent à ce système de prédation,<sup>20</sup> phénomène qui n'épargne pas les capitales de ces Etats frontaliers qui sont en relation avec les seigneurs de la guerre. Auxquels il faut ajouter les Etats et les entreprises étrangères au continent qui bénéficient de cette prédation économique, basée sur l'extraction et le trafic des ressources, ce qui est lié à la corruption et aux flux financiers illicites, avec une convergence des systèmes licites et illicites, tout en approvisionnant et alimentant les défaillances sécuritaires et les différents abus.

De ce fait, le gouvernement central à Bangui n'a presque pas de ressources ni de moyens d'imposer sa politique, ce qui l'enfoncé encore davantage dans son aliénation aux bailleurs de fonds, aux fournisseurs et aux capitales influentes, entre autres Paris et Moscou, ce dernier opérant son retour dans la région.

## Le présent qui hypothèque l'avenir

La Russie a tenté de s'investir dans le conflit centrafricain en 2017. Elle a conduit des négociations entre les groupes rebelles et le gouvernement, renforçant les efforts de l'Union africaine à Khartoum. L'action russe est restée sans lendemain. Ce qui n'a pas dissuadé Moscou de continuer à s'investir en République centrafricaine. L'intérêt de la Russie pour ce pays vient, comme chez les autres intervenants, du fait des possibilités d'exploitations minières et des ressources naturelles de la République centrafricaine. Aussi, ce pays, qui devra être reconstruit sur différents plans, sera un marché

19. Nous essayons de nous éloigner de l'usage trop facile et réducteur de la réalité sociologique et humaine africaine du concept tribu et tribal, de par le fait que cette notion issue d'un mode de production plus asiatique, ne s'applique que par le fait de comparaison et nullement en termes de réalité historique de l'existant avant l'arrivée des Arabes et des Européens sur le continent africain. D'ailleurs, même le concept de l'ethnie doit être revu pour plus de réserve. Au fait, il est important de pouvoir produire de nouveaux paradigmes et de nouveaux concepts et catégories d'analyses endogènes

20. Concernant les groupes sociaux voir, Abdelhak Bassou ,2018.

d'envergure, principalement pour la reconstruction militaire et sécuritaire, où la Russie a pu avoir des points d'avance significatifs. Aujourd'hui, et à travers ses différentes entreprises et sous le parapluie et l'accord des Nations unies, la Russie y emploie plusieurs canaux, allant de la protection rapprochée de la présidence de Faustin-Archange Touadéra<sup>21</sup>, à la formation et l'armement des forces militaires et de sécurité.<sup>22</sup>

La Russie est actuellement le principal pourvoyeur en armes légères du gouvernement de Bangui, après différentes autorisations de l'ONU. Moscou a renforcé sa position militaire au sein de la MINUSCA<sup>23</sup>. Ce qui pose la question pertinente sur les largesses offertes à Moscou et en échange de quoi ? Et ce au niveau même du Conseil de sécurité de l'ONU. Comme il est pertinent de se poser des questions sur les rapports avec la France et les USA<sup>24</sup> concernant le contrôle des espaces politiques et économiques de la République centrafricaine. Aussi, la Russie s'installe par le biais de ses sociétés de sécurité privée, qui sont en réalité plus liées aux oligarques du Kremlin et à la présidence. Ces sociétés sont très prisées dans le continent africain.<sup>25</sup> Aussi, il est intéressant de

21. Depuis mars 2018, des « contractuels, menés par un certain Valery Zakarov, ont été placés à la tête du dispositif de protection rapprochée du président Touadéra, marginalisant, ainsi, les Casques bleus rwandais de la MINUSCA qui la composaient quasi-intégralement jusque-là » [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2018-08-09\\_FR\\_C-LOBEZ.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2018/EC_2018-08-09_FR_C-LOBEZ.pdf)

22. « Selon les informations fournies par le ministère russe des Affaires étrangères, actuellement, 175 formateurs russes, 170 civils et 5 militaires, dont l'Onu a autorisé le déploiement, se trouvent en République centrafricaine. La Russie a livré à ce pays des armes, après avoir obtenu l'autorisation du Conseil de sécurité de l'Onu, France comprise, en 2017. » <https://fr.sputniknews.com/international/201812181039353205-centrafrique-presence-russie-france/>

23. <https://www.voaafrrique.com/a/la-russie-va-renforcer-le-contingent-de-l-onu-en-centrafrique/4876745.html>, d'après l'AFP.

24. Les USA ont tendance, parfois, afin de se dissocier de certains conflits, de céder le pas à ses alliés parmi les anciennes métropoles coloniales. Il reste que la question se pose concernant cette absence, vu la déferlante présence russe.

25. Le marché des armes et de la sécurité privée tient une place importante en Afrique, principalement pour les gouvernements qui, parfois, trouvent des difficultés à s'approvisionner en toute légalité. Par contre, les oppositions armées et rebelles sont plus fournies, certes en fraude mais sans grandes difficultés. Reste que presque tous les producteurs d'armes de par le monde participent à ces trafics sans tenir compte des accords de restriction internationaux.

Une des sociétés russes qui pose problème est la société militaire privée CH VK Wagner. « Déjà amenée à intervenir dans le Donbass et en Syrie, la société militaire privée Wagner ne détient pas de statut juridique officiel en Russie mais elle est financée par un oligarque russe proche de Poutine. Le 1er août 2018, trois journalistes russes qui enquêtaient sur les activités de Wagner en RCA ont été assassinés à Sibut, au nord de la capitale. Victimes d'une embuscade, le motif et les circonstances exactes de leur mort restent encore flous ».

[https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2018-08-09\\_FR\\_C-LOBEZ.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2018/EC_2018-08-09_FR_C-LOBEZ.pdf)

scruter les positions de populations africaines vis-à-vis de cette nouvelle présence russe et de ce retour face aux traditionnels acteurs de l'Ouest et de la Chine.

En République centrafricaine, on remarque que la population voit d'un bon œil l'arrivée des Russes, abstraction faite de la barrière linguistique et qui trouve parfois issue, du moment que certains russophones centrafricains reviennent aux affaires publiques pour le grand bonheur de Moscou.<sup>26</sup>

Cette arrivée suscite des inquiétudes du côté français. Devant les Sénateurs, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a exposé son point de vue sur la situation en Centrafrique, en exprimant ses inquiétudes d'« une présence active de la Russie, récente, significative, antifranaçaise ». Aussi, le 23 janvier 2019, au sein de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat, le même Jean-Yves Le Drian a évoqué la situation « confuse » et une situation sécuritaire « fragile » en République centrafricaine. Pour lui, « il faut trouver [...] une solution politique ». Et celui-ci de décrire une situation complexe où « l'affrontement de 14 groupes armés différents, plus une présence russe qui déclare vouloir faire le bien » ne fera que compliquer la situation.<sup>27</sup>

Certes, cette présence russe dérange les Occidentaux, la France en tête, mais si on lie cette présence au retrait de Sangaris, et aux redéploiements des forces françaises en Afrique de l'Ouest, en plus de la G5 et à la nouvelle politique américaine de Donald Trump, qui s'appuie beaucoup plus sur le bilatéralisme, et si on relie tout ça à ce qui se passe en Syrie, en Libye, en Afrique de l'Est et même en Europe de l'Est ; est-ce qu'on n'est pas dans un nouveau processus non déclaré de redéploiement des alliances et des zones d'influence et de dépendance où la République centrafricaine serait juste un pion dans une carte plus large des frontières entre les grands de ce monde ?

---

26. « Il est intéressant de constater que malgré la barrière des langues, les soldats russophones semblent bénéficier d'une bonne image au sein de la population centrafricaine. La levée partielle de l'embargo a été bien perçue par les Centrafricains. Moscou mène, en outre, des opérations « humanitaires » visant à s'attirer la sympathie de la population. Pour sa part, l'image de la France semble de plus en plus se détériorer dans le pays. Une majorité de la population centrafricaine tient la France pour responsable de sa situation actuelle, l'accusant de néocolonialisme, voire même d'entretenir des liens forts avec des groupes armés de l'ex-Séléka. » [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2018/EC\\_2018-08-09\\_FR\\_C-LOBEZ.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2018/EC_2018-08-09_FR_C-LOBEZ.pdf).

27. <https://francais.rt.com/france/58365-centrafrique-jean-yves-drian-sinquiete-presence-russe-antifrancaise-en-rca>



## A propos de l'auteur, Khalid Chegraoui

Khalid Chegraoui is a full Professor of History and Political Anthropology, Institute of African Studies, Mohammed V University, Rabat, Morocco and Senior Fellow at the Policy Center for the New South, previously known as OCP Policy Center.

Hi began his teaching and research career in 1992 as a Research Assistant Professor at Sidi Mohammed Ben Abdallah University in Fez after earning his first doctorate in African Studies from the Mohammed V University in Rabat focusing on West Sub-Saharan Africa. He also earned a Doctorate of State in African Studies from the same University in 2002, where he focused on Contemporary West Africa, in 2003 he become Professor of History and Political Anthropology at the Institute of African Studies, Mohammed V University, consultant on African and Middle East issue and strategic studies.

He is currently Director of Research Group: African Politics, a doctoral supervisor at the Mohammed V University, Professor of African History in EGE School of Governance and Economy of Rabat, Polytechnic Mohammed VI University and Director of Africa and Middle East Centre Studies AMES Centre.

## A propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)